

Sissi, un “dictateur brutal, sans vision pour l'Égypte”

- Pour la militante des droits de l'homme Aya Hijazi, la société civile n'a eu ni le temps ni l'occasion de faire bouger les choses.
- Après une nouvelle attaque contre des pèlerins coptes, les autorités sont accusées de manipulation.

Aya Hijazi: “L'armée et la police ont retenu la leçon de 2011.”

Entretien Vincent Braun

Le gouvernement égyptien a annoncé jeudi la création d'une commission qui doit modifier la loi contestée sur les ONG. Ce texte, entré en vigueur en mai 2017, a renforcé le contrôle des autorités sur les activités et les membres de ces organisations. La loi doit être “*équilibrée*” et leur permettre de réaliser “*les aspirations du peuple égyptien*”, a dit le président de la République Abdel Fattah al Sissi, faisant renaître un timide espoir parmi ceux que la loi avait effrayés.

La répression des ONG, Aya Hijazi en a fait les frais, avant même la rédaction de cette loi. Cette militante des droits de l'homme, aujourd'hui âgée de 31 ans, a été acquittée l'an dernier après avoir passé “*trois ans moins douze jours*” en prison. Elle venait de créer Street Children, un programme d'aide aux enfants de la rue mis en œuvre au sein de la Fondation Belady (Mon pays), l'ONG qu'elle a fondée en 2012 avec son mari. Un an plus tôt, cette citoyenne américaine née d'une mère égyptienne et d'un père libanais avait rejoint l'Égypte au moment de la révolu-

tion. Dès le début, l'organisation, qu'elle pilote désormais depuis les États-Unis, propose de “*rassembler les gens*” de tous horizons afin de réduire l’*“importante polarisation”* de la société civile à l'époque. Tout en mettant en œuvre les objectifs de la révolution: liberté et dignité. *La Libre* l'a rencontrée cette semaine à Bruxelles, de retour de Paris où elle avait participé au Sommet mondial des défenseurs des droits de l'homme.

Les rapports sur les droits de l'homme en Égypte sont unanimes et alarmants quant à leur situation déplorable.

Quel regard portez-vous sur le régime qu'a installé le président al Sissi depuis quatre ans ?

Sissi se compare souvent à Nasser mais c'est un président sans vision pour l'Égypte. Nasser était aussi un dictateur brutal mais il avait une vision du développement économique pour le pays. Sissi fait seulement de la lutte contre le terrorisme et il détruit l'économie. Ses deux principaux projets donnent juste l'impression qu'il peut faire quelque chose. Mais le doublement du canal de Suez ne rapporte aucun revenu supplémentaire et la construction

d'une capitale administrative, luxueuse, dispendieuse et élitiste va juste éloigner le gouvernement des gens. Si ses réalisations se résument à mettre en prison dix-neuf défenseurs de droits de l'homme (des avocats et militants d'ONG arrêtés le mois dernier), je ne suis pas sûre que l'on évolue vers plus de sécurité.

Les droits de l'homme peuvent-ils être mis en œuvre dans un pays qui élimine ses dissidents et où la lutte antiterroriste semble tout dicter ?

En 2011, en encore en 2012, les autorités ont libéré des fondamentalistes islamistes. Il y a eu une ouverture du champ politique, un plus grand respect pour les droits de l'homme, des médias libres, de la liberté d'expression, le droit de manifester. C'était la meilleure année pour le pays en bien des points: les ONG se sont multipliées, de petites entreprises ont débuté, avec des gens prêts à porter l'économie à un nouveau niveau et à assurer un bien-être social. Si seulement cela leur avait été permis.

La mise en œuvre des droits de l'homme paraît secondaire dans un régime autoritariste.

Oui, parce que nous n'avons pas de structures démocratiques, parce que nous avons des dirigeants que nous n'aimons pas, qu'ils ont le pouvoir militaire et

policiers de supprimer tous ceux qui sont en travers de leur chemin. Les gens veulent des droits de l'homme et une certaine forme de démocratie mais l'évidence est qu'on ne leur permet pas.

Quelle serait cette "forme de démocratie" dont vous parlez, pour l'Égypte et les pays arabophones de la région ?

Chaque État est différent. La Tunisie est un exemple qui revient souvent, même si les Tunisiens ne sont pas heureux du résultat (de leur processus post-révolutionnaire). Mais, avec ce modèle, ce pays, au moins, fait mieux que les autres. La société civile en Égypte, avec ses ONG, ses partis politiques, est vraiment vibrante. Elle a une longue histoire et elle veut juste qu'on lui donne une petite chance de faire bouger les choses. Une année, elle les a vraiment bien fait bouger,

mais ce n'était pas suffisant.

Quel est le plus gros problème de l'Égypte pour vous ?

Le pouvoir militaire. L'armée et la police ont retenu la leçon de 2011. Elles ont un peu ouvert (le champ politique et social) et c'est pour cela qu'elles sont devenues bien plus brutales. Ceci dit, certains pays, qui ont une culture démocratique mais pas de pouvoir militaire, ne se portent pas bien non plus.

La police montrée du doigt après un nouvel attentat anti-copte

Reportage Ariane Lavrilleux
Correspondante au Caire

Un brouhaha de colère s'élève en plein milieu des funérailles des sept victimes coptes, retransmises en direct à la télévision. Alors que l'évêque Makarios de Minya se met à "remercier le gouverneur de la province et les responsables des forces de sécurité", il est hué par la foule. Pour beaucoup, ses paroles sonnent comme une provocation.

La veille, vendredi 2 novembre, sur une route désertique au sud du Caire menant au monastère Saint-Samuel, trois bus remplis de fidèles coptes ont été pris d'assaut par un commando armé. Dans l'un des autocars, une famille entière originaire de Minya est massacrée. La police n'est arrivée que "deux heures plus tard", s'insurge le prêtre Daoud al Samouili auprès de Mada Masr, site d'information indépendant et bloqué en Égypte.

Absence de police au monastère

Aucun policier n'était présent à l'entrée du monastère Saint-Samuel, d'où sortait le groupe de pèlerins pris pour cible par Daech, qui a revendiqué l'attaque. Un poste de sécurité n'est installé qu'au début de la route menant au monastère, ce qui a permis aux "hommes armés d'arriver en pick-up directement depuis les montagnes alentours sans passer par l'entrée de la route", selon le père Daoud.

L'isolement et le danger de cette zone désertique n'ont pourtant rien d'une découverte. En mai 2017, le groupe État islamique (Daech) avait mené la même embuscade quasiment au même endroit. Vingt-neuf fidèles avaient été tués.

"Et comme l'année der-

nière, les assaillants ont pu s'enfuir", dénonce Daoud. *"La capacité de l'État islamique à commettre deux attaques quasi-similaires à deux ans d'intervalle ébranle sévèrement le discours de l'État vantant les succès de sa guerre contre le terrorisme"*, estime Allison McManus, directrice du centre de recherche Tahrir Middle East Studies.

Cinq attentats anti-coptes en deux ans

En deux ans, c'est le cinquième attentat visant la communauté copte et revendiqué par Daech, qui considère cette minorité d'environ dix millions d'Égyptiens comme des hérétiques. Critiquées pour leur manque de réactivité au moment de l'attentat, les forces de sécurité égyptiennes ont voulu montrer leur efficacité a posteriori.

Deux jours plus tard, le ministère de l'Intérieur annonçait avoir découvert la cache de dix-neuf hommes armés dans le désert, "responsables de l'attaque contre les coptes". Tous auraient été tués pendant l'offensive de la police. Sauf que plusieurs indices laissent penser qu'il

s'agit d'une mise en scène.

Soupçons d'assassinats extrajudiciaires

Le blogueur Greenfly, spécialiste des forces armées égyptiennes, a montré que certains pistolets à côté des cadavres avaient encore leur cran de sûreté, voire n'avaient pas de chargeur. La plupart des suspects étaient pieds nus et en jogging, "peu prêts à combattre". *"Pourquoi une cellule terroriste qui vient juste de commettre une attaque ne serait pas en alerte?"*, interroge le blogueur.

Ce qui ressemble à une mise en scène pourrait être le résultat d'assassinats extrajudiciaires. Ces dernières années, les organisations de défense des droits de l'homme ont montré que les forces de sécurité égyptiennes avaient kidnappé et abattu des suspects pour ensuite maquiller ces exécutions illégales en opération anti-terroriste.

Le ministère de l'Intérieur n'a en tout cas pas souhaité révéler l'identité des dix-neuf hommes tués. Mais il semble n'avoir aucun complexe à réutiliser des pièces à conviction saisies dans d'autres opérations... Des documents retrouvés dans la tente des présumés terroristes sont en réalité les exactes mêmes feuilles A4 saisies dix-sept mois plus tôt dans le raid d'un abri de militants djihadistes, dans une autre province du pays.

"La capacité de l'État islamique à commettre deux attaques quasi-similaires à deux ans d'intervalle ébranle sévèrement le discours de l'État vantant les succès de sa guerre contre le terrorisme."

Allison McManus
Directrice du centre de
recherche Tahrir Middle East
Studies.